

Département de l'Énergie**Direction de l'Organisation des
Marchés Régionaux de l'Energie**Rue des Brigades d'Irlande 1
5100 Jambes

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la consultation initiée par la CREG et portant sur le projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité, l'Administration souhaite réagir par rapport aux LCOE des installations bénéficiant d'une aide à la production en Wallonie présentés aux pages 57 à 59 du projet de décision du 2 février 2023.

Nous constatons que ces valeurs ne sont pas issues des valeurs de références publiées dans les différentes méthodologies wallonnes mais nous supposons qu'elles ont été calculées à partir des niveaux de soutien proposés et des prix de l'électricité. Nous ne souhaitons pas critiquer cette approche mais nous tenons à apporter une certaine nuance aux valeurs calculées qui ne tiennent pas compte de certaines spécificités wallonnes.

Tout d'abord, nous regrettons qu'une méthodologie détaillant comment les LCOE sont déterminés ne soit pas intégrée au projet de décision. Cela nous empêche d'identifier avec précision si certains aspects spécifiques au mécanisme de soutien wallon n'ont pas été pris en compte pour déterminer les LCOE.

Nous estimons ainsi que le calcul du LCOE est inexact dans certains cas. En effet, le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité impose un plafonnement du taux de soutien à 2,5 certificats verts par MWh électrique produit. Pour les installations bénéficiant d'un niveau de soutien inférieur à 2,5 CV/MWhé, cela n'a pas d'impact. En revanche, pour les installations bénéficiant d'un taux de soutien de 2,5 CV/MWhé, il est possible que le LCOE soit nettement supérieur à la somme entre le prix de l'élec et le soutien octroyé puisque le soutien est plafonné. Par exemple, pour les installations biogaz de moins de 10 kW électrique, le soutien est plafonné à 2,5 CV/MWhé alors qu'il devrait être de 4,24 CV/MWhé pour atteindre le niveau de rentabilité fixé dans l'arrêté du gouvernement wallon.

Toujours concernant le mécanisme wallon, le niveau de soutien ne s'applique pas à l'électricité injectée mais bien à l'électricité produite. Suivant cette approche, il est possible qu'une partie de l'électricité soit injectée sur le réseau tandis que l'autre est autoconsommée, c'est-à-dire valorisée sur place. Pour chaque catégorie, un taux d'autoconsommation est appliqué afin de déterminer le niveau de soutien. La valeur de l'électricité autoconsommée est déterminée en considérant que cette électricité serait achetée sur le réseau par le consommateur si elle n'était pas produite par lui-même. La valeur de l'électricité autoconsommée est donc toujours plus élevée que celle de l'électricité injectée. De manière générale, le taux d'autoconsommation de référence du mécanisme wallon est élevé pour les petites installations et tend à être nul pour les grandes. Si la méthode de calcul appliquée par la CREG pour déterminer le LCOE est celle à laquelle nous pensons, il est possible que le LCOE soit également sous-estimé dans certains du fait de la non-considération du taux d'autoconsommation.

Nous nous interrogeons également sur la méthodologie qui sera appliquée pour déterminer le LCOE des installations bénéficiant d'un mécanisme en vigueur avant 2014. La durée d'octroi pour l'ensemble des filières, sauf pour le photovoltaïque, étant de minimum 15 ans, le parc wallon est encore constitué de nombreux sites bénéficiant d'un mécanisme pré-2014.

Enfin, l'Administration wallonne souhaite informer la CREG qu'elle se tient à disposition dans les prochains mois pour collaborer et prendre le temps nécessaire en vue d'établir des valeurs de référence au plus proche de contexte wallon.

Je vous prie de recevoir l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

La Directrice de la
Direction de
l'Organisation des
Marchés régionaux de
l'Energie,